

Réforme de l'administration : les tortues et les lièvres : la Confédération ou le canton de Genève sont à la traîne

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1738

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024379>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'opposition masculine de Sa Majesté Présidentielle

Les socialistes français oublient la parité

Yvette Jaggi (01 juillet 2007)

Elus pour la législature 2007-2012, les 204 députés des partis socialiste et radical de gauche représentent le principal groupe d'opposition parlementaire. Autour de leur président Jean-Marc Ayrault, ils ont composé leur "cabinet fantôme" à l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 28/6). Savant dosage de représentants des différentes mouvances et proximités, avec un léger avantage pour les royalistes de la première ou de la énième heure. Pas d'éléphants mais un

chien fou, Arnaud Montebourg, propulsé premier vice-président. Chaque personnalité a pour mission de "marquer" un ministre du gouvernement Fillon.

Principale absente dans cette construction d'une opposition vigilante et "constructive": la parité. Sur les 14 membres de l'équipe socialiste, on repère tout juste deux femmes: la jospiniste devenue royaliste Elisabeth Guigou, chargée des Affaires étrangères, et la

strauss-kahnienne Patricia Adam, répondante en matière de Défense. Pour mémoire: il y a 11 femmes sur les 33 membres du gouvernement Fillon, dans sa composition élargie après le second tour des législatives (7 sur 15 pour les ministres de plein exercice).

NDLR: Dans sa version finale, le cabinet fantôme a été élargi à 22 personnes, 15 hommes et 7 femmes.

Réforme de l'administration: les tortues et les lièvres

La Confédération ou le canton de Genève sont à la traîne

Jean-Daniel Delley (30 juin 2007)

La démarche avait débuté en fanfare. Programme d'allègement budgétaire, puis programme d'abandon des tâches visaient d'abord des économies. L'exercice aurait pu répondre à une logique de réorganisation. Seuls le rabot et la scie ont été utilisés (DP 1642).

Puis, dans la foulée, le Conseil fédéral a initié une réforme de l'administration sur trois ans, qui doit aboutir à la fin de cette année. Le Conseil fédéral est satisfait des résultats obtenus sous la houlette du trio Merz, Calmy-Rey, Blocher, appuyé par la chancelière Huber-Hotz. Tel n'est pas l'avis de la commission de gestion du

Conseil des Etats. Au final, on peine à reconnaître l'ambition initiale, à savoir renforcer la direction politique de l'Etat et l'efficacité de l'administration. Car les réformes effectuées – centralisation des bibliothèques et des achats, suppression d'une soixantaine de commissions extraparlamentaires, décentralisation de la politique du personnel – restent très modestes.

La réforme, qui impliquait mouvement et changement, a rapidement tourné à la défense des territoires départementaux. Le gouvernement ne semble pas plus capable de conduire sa propre réorganisation (DP

1734) que de moderniser son administration.

Le canton de Genève ne fait pas meilleure figure. Audits, rapports et groupes de travail se succèdent depuis plus de dix ans, sans qu'on puisse observer des changements significatifs. En 1996, l'audit d'Arthur Andersen, imposé par une initiative populaire, génère une cinquantaine de rapports, puis de nombreux groupes de travail au sein de l'administration. Une expérience de nouvelle gestion publique est assez rapidement enterrée. En 2004, le projet GE-Pilote prend le relais dont on nous dit qu'il est maintenant en phase

opérationnelle. A quand des résultats tangibles?

Les villes se montrent par

contre moins réticentes aux réformes. Près de la moitié des cités de plus de 20000 habitants ont introduit de

nouvelles méthodes de gestion axées sur les résultats. Le bon exemple vient d'en bas.

Cash et Facts disparus, reste la Weltwoche

La presse minée par l'essor des journaux gratuits, la prime aux rubriques people, l'exigence des chiffres noirs et, en général, par l'immédiatisme

Yvette Jaggi (01 juillet 2007)

Sans doute parce que les deux titres disparaissent en même temps, tous les commentateurs, plus ou moins sincèrement navrés, tirent un parallèle entre le newsmagazine *Facts* (435'000 lecteurs), dans lequel le groupe Tamedia a engouffré des dizaines de millions en douze ans, et l'hebdomadaire économique et financier *Cash* (279'000 lecteurs), liquidé par le groupe Ringier après 18 ans de parution.

En réalité, la seule analogie entre les deux produits de presse désormais absents du marché était, à part le jour de livraison, une sorte de rejet interne de ces deux produits au sein de leur groupe d'édition respectif. Méfiance vérifiée par les journalistes concernés, plusieurs dizaines de part et d'autre, à l'occasion de leur récente mise au chômage technique.

Au reste, contrairement à *Facts* qui n'avait depuis longtemps plus rien à dire de sensé ni même à redire de provocant sur qui ni quoi que

ce soit, *Cash* aura jusqu'au bout fait un réel travail de recherche et d'analyse, notamment sur les zones de contact - autant dire de frictions ou de connivences - entre la politique et l'économie. Sur les entreprises mixtes et les collectivités, les sociétés de droit public et les investisseurs institutionnels, les liaisons entre parlementaires et groupes d'intérêt, *Cash* a régulièrement révélé et mis en perspective des informations mal connues, servies par des infographies inédites et significatives.

Où trouvera-t-on désormais ce genre d'études? Sans doute pas dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, dont le rédacteur assure, dans un entretien paru dans le dernier numéro de *Cash*, ne pas vouloir - ni pouvoir - faire vivre une édition suisse alémanique de son hebdomadaire à succès prolongé, créé il y a plus de 50 ans. Ce qui ne l'empêche pas de consacrer périodiquement un numéro spécial à la Suisse, à l'instar du *Spiegel extra* intitulé "*Weltmacht Schweiz*", joint comme par hasard à la

livraison du 25 juin 2007... avec, marketing oblige, une proposition d'abonnement au rabais à l'intention des lecteurs domiciliés de ce côté-ci du Rhin.

La suite, on la connaît ou la devine. *Cash Daily*, un quotidien économique et financier gratuit, va se développer, tandis que Tamedia va lancer dès l'automne un nouveau journal gratuit expressément destiné aux pendulaires alémaniques, finement intitulé *.ch*. Et le jeudi sortira désormais en exclusivité l'hebdomadaire politique *Die Weltwoche*, proche de l'UDC, thuriféraire de Christoph Blocher et tribune offerte aux ultra Christoph Mörgeli et Max Frenkel en même temps qu'à Peter Bodenmann, ancien président du PSS.

Le dimanche en revanche, trois titres se maintiennent outre-Sarine: le *SonntagsBlick* de Ringier, la *SonntagsZeitung* de Tamedia et la *NZZ am Sonntag*, relativement nouvelle mais déjà établie.